

Giorgia Meloni met l'Italie sous sa botte

par Pierre Barbabcey, dans l'Humanité Magazine du 29/09/22

Les post-fascistes ont remporté les élections parlementaires et Giorgia Meloni, leader de Frères d'Italie, devrait former le nouveau gouvernement. Pour la première fois, un pays fondateur de l'Union européenne va être dirigé par l'extrême droite avec son lot d'atteintes aux libertés et de lois antisociales. La gauche est mise au défi d'incarner une alternative.



Vincenzo PINTO / AFP

Tout le monde s'y attendait et c'est finalement arrivé. L'extrême droite des Frères d'Italie (Fratelli d'Italia), parti dirigé par Giorgia Meloni, a remporté les élections législatives italiennes haut la main. Avec 26 % des suffrages, la formation au faisceau écrase tout le monde (en 2018, elle n'avait obtenu que 4,3 %), y compris ses partenaires de la Ligue, de Matteo Salvini, et de Forza Italia, de Silvio Berlusconi. À eux deux, ils ne parviennent pas au score de Meloni. C'est dire si la politicienne, nostalgique de Mussolini, a su habilement exploiter tout à la fois les failles de la politique italienne, le ressentiment populaire contre une classe considérée comme corrompue et incapable. Frères d'Italie est le seul groupe parlementaire à n'avoir participé à aucun gouvernement ces dernières années, se présentant ainsi comme la seule vraie force d'opposition en Italie. Ajoutons que la cheffe de file de l'extrême droite a su aussi jouer avec une certaine vulgarité comme la droite populiste sait le faire des deux côtés des Alpes et qui, au-delà parfois de la compréhension, plaît beaucoup. Sur les réseaux sociaux, elle a publié une vidéo où elle pose avec un melon dans chaque main, masquant sa poitrine (son nom, Meloni, veut dire « melons »), et légendée « J'ai tout dit ». De quoi plaire à Berlusconi, l'adepte des bimbo. Même si le scrutin s'est terminé à 23 heures dimanche soir, la presse italienne – qui boucle beaucoup plus tard qu'en France – faisait ses gros titres sur cette victoire des Frères d'Italie. Le portrait de Meloni s'affichait partout avec des appréciations évidemment différentes. La presse de droite exultait : « Révolution dans les urnes », titrait « Il

Giornale », le quotidien de la famille Berlusconi, tandis que « Libero » constatait : « La gauche battue. Libres !!! ». De son côté, « la Stampa » tirait le signal d'alarme : « L'Italie va à droite », tout en détaillant « les mille inconnues » auxquelles l'Italie fait face après la « victoire historique » de l'extrême droite. « Il Foglio » ne s'est guère embarrassé : « Bonjour Hongrie », a proclamé ce quotidien de droite. On ne saurait être plus clair. Il est vrai que Viktor Orban, par la voix de son directeur politique, s'est immédiatement réjoui : « Nous avons plus que jamais besoin d'amis partageant une vision et une approche communes de l'Europe. » Mateusz Morawiecki, le premier ministre polonais, s'est félicité de voir que « l'Europe devient une Europe des vraies valeurs ». Pas surprenant non plus les félicitations envoyées à Giorgia Meloni par Éric Zemmour et surtout Marine Le Pen.

La gauche, portion congrue au parlement

Le Mouvement 5 étoiles (M5S) a évité la punition qu'il méritait au vu de ses contorsions, gouvernant une fois avec le centre gauche, une fois avec le centre droit, tout en évitant de former une quelconque coalition pour ce scrutin. Ceux du M5S qui, avec Giuseppe Conte, avaient quitté le navire gouvernemental à temps ont été réélus, pas les autres. M5S parvient à demeurer la troisième force du pays bien que passant de 30 % en 2018 à 15.5 % aujourd'hui. Du côté de la gauche italienne, en revanche, le réveil a été difficile. Le Parti démocrate, qui obtient 19 % des suffrages, ne s'en sort pas trop mal même si le pouvoir lui échappe. Avec 3,6 %, la coalition Gauche italienne/Verts franchit tout juste la barre des 3 % qui lui assure une représentation au Parlement. En revanche, l'Union populaire (rassemblement d'organisations de la gauche antilibérale comme Refondation communiste) n'aura aucun député.

La désillusion européenne

Un nouveau paysage politique italien se dessine, que le journal « la Repubblica » nomme « la nouvelle saison populiste » et « Il Manifesto » (quotidien communiste, ainsi qu'il est marqué au-dessus de son nom), un « tremblement de terre ». Avec, en toile de fond, une abstention record. Un nouveau paysage issu d'un tremblement de terre donc, qui doit aussi à la nouvelle loi électorale favorisant les coalitions. La droite s'est ainsi présentée en formation de combat et obtient près de 44 % des suffrages. Avec la Ligue et Forza Italia, Giorgia Meloni disposera d'une majorité absolue à la Chambre des députés et au Sénat. Ce qui lui permettrait de conduire le gouvernement, devenant ainsi, à 45 ans, la première dirigeante post-fasciste d'un pays fondateur de l'Europe. Comme l'a noté l'éditorialiste d'« Il Manifesto », « l'impression est que les électeurs de droite sont venus au vote motivés, motivés par le désir de mettre leurs partis à la tête du pays. Les forces de notre camp portent la lourde et grave responsabilité de ne même pas avoir essayé. »

La gauche va devoir très vite faire son aggiornamento. Pourquoi d'ailleurs ne pas remonter à ce qui a été un véritable séisme, le sabotage du Parti communiste italien (PCI), transformé en une force sociale-démocrate, comme la tentation en a existé dans plusieurs pays d'Europe du Sud ? « La Stampa » peut écrire à juste titre que « les Italiens qui ont voté Meloni ne l'ont pas fait par nostalgie du fascisme ». Il reste néanmoins les questions essentielles qui ont permis cette victoire. Les Italiens n'ont plus confiance dans la politique. La preuve par les jeunes, qui, pour la première fois, pouvaient voter pour le Sénat à l'âge de 18 ans (auparavant, c'était 25 ans), et ne se sont pas déplacés, ainsi que l'important taux d'abstention toutes catégories confondues. Les habitants de la péninsule,

dans le Mezzogiorno comme dans le Nord, en ont assez des bas salaires, de la précarité, d'une Europe qui ne leur offre rien sinon la guerre avec toutes ses conséquences. En Italie comme en Suède, en France, en Espagne, en Allemagne ou au Royaume-Uni, l'extrême droite surfe sur cette vague de désillusion, d'incertitude du lendemain. Elle joue sur les valeurs dites chrétiennes pour mieux attaquer les droits des femmes ou dénoncer les migrants et les réfugiés (quand ils ne sont pas ukrainiens.). D'autant qu'une certaine gauche, souvent qualifiée de romaine (en France, on dirait bobo), apparaît comme déconnectée des préoccupations populaires et qu'une autre, plus radicale, n'est pas suffisamment crédible aujourd'hui. Si la victoire de Frères d'Italie est un tremblement de terre, la reconstruction commence maintenant.